

L'Aigle Infos

L'information qu'il vous faut!



Hebdomadaire indépendant d'informations générales N°184 du lundi 09 août 2021- Prix: 3 000 GNF - Zone CFA: 500

Hausse du prix des produits pétroliers P.3
Le FNDC vent debout contre la décision gouvernementale



Dialogue politique en Guinée P.5
Le chargé d'Affaires par intérim de l'ambassade des Etats-Unis réitère la position de son pays



Côte d'Ivoire P.7
Libération de 78 détenus arrêtés lors de la crise électorale de 2020



Universités publiques de Guinée
Le non-paiement des bourses d'entretien des étudiants fait grincer des dents P.5

Matam
Pourquoi le secrétaire fédéral de l'UFDG a été arrêté... P.4

Football
En larmes, Messi dit adieu au Barça... P.8

MAISON CENTRALE DE CONAKRY

Cellou Dalein s'interroge sur le cas d'Etienne Soropogui

P.3



Edito à vue d'Aigle

Vivement le respect des mesures barrières contre le covid-19

Ces derniers temps, force est de constater, qu'avec la présence de ses variants, le covid-19 demeure la principale source de préoccupation des autorités et des populations guinéennes. A la date du 6 août, l'Agence nationale de la Sécurité sanitaire (ANSS) a annoncé neuf décès dus au covid-19 en 24 heures. Une situation qui devrait interpeller tous les Guinéens, de quelque bord politique ou confessionnel qu'ils soient...P2

Edito à vue d'Aigle



Vivement le respect des mesures barrières contre le covid-19

Ces derniers temps, force est de constater, qu'avec la présence de ses variants, le covid-19 demeure la principale source de préoccupation des autorités et des populations guinéennes. A la date du 6 août, l'Agence nationale de la Sécurité sanitaire (ANSS) a annoncé neuf décès dus au covid-19 en 24 heures. Une situation qui devrait interpeller tous les Guinéens, de quelque bord politique ou confessionnel qu'ils soient.

Pour inverser cette tendance, il va falloir que les gens acceptent de faire une prise de conscience, avant qu'ils ne soient trop tard. Tout en jouant pleinement son rôle dans la prise en charge, sans délai et dans les règles de l'art, de toutes les personnes testées positives au coronavirus, le gouvernement se doit d'être intransigent et ferme sur le respect scrupuleux des mesures barrières par les populations des centres urbains et des campagnes.

Comme pour le cas d'Ebola, il y a malheureusement des esprits obtus qui se plaisent toujours à propager des rumeurs hallucinantes sur la pandémie de coronavirus qui continue de faire des morts aux quatre coins du monde. Les plus illuminés vont jusqu'à nier carrément l'existence de cette terrible maladie. Avec tout leur savoir-faire en matière de médecine et de technologie, les puissances occidentales (les Etats-Unis en tête) ont du mal à venir à bout de cette pandémie. Face à cette situation très préoccupante, chaque pays essaye de prendre des mesures pour rompre, avec plus ou moins de succès, la chaîne de contamination. Des mesures qui vont du confinement à l'instauration de l'Etat d'urgence sanitaire en passant par la vaccination. L'année dernière, l'on s'en souvient, à cause de cette pandémie de covid-19, l'on a assisté, la mort dans l'âme, à la fermeture des frontières terrestres,

des aéroports, des marchés, des lieux de culte, des écoles. Sans oublier la suspension, le report ou l'annulation des compétitions sportives, tout comme les manifestations culturelles qui attirent traditionnellement grand-monde. En plus des milliers de cas décès dus au covid-19, les conséquences économiques de la pandémie se font déjà sentir. Le commerce international est perturbé. Les populations guinéennes ont donc grand intérêt à observer rigoureusement les gestes barrières pour prévenir la maladie (lavage régulier des mains, l'application de la règle de distanciation, le port de la bavette, etc.). Et à ces gestes barrières, il faut ajouter la vaccination qui a l'avantage de mettre à l'abri de la forme la plus grave de la maladie. Et les uns et les autres doivent garder à l'esprit que personne n'est à l'abri du covid-19. Parmi les personnalités qui ont succombé à ce jour au covid-19, l'on peut citer le Congolais Aurlus Mabelé, le Camerounais Manu Dibango, le Guadeloupéen Jacob Desvarieux, le Burundais Pierre Buyoya, le Malien Soumaïla Cissé, l'Ivoirien Laurent Dona Fologo. Les personnalités guinéennes n'ont pas été en reste. Le ministre Sékou Kourouma et Me Salif Kébé de la CENI sont morts du covid-19. Prudence donc à tous les niveaux. La santé n'a pas de prix!

Kèfina Diakité

Respect du couvre-feu à Labé

Le préfet affiche sa fermeté !

Le préfet de Labé, Elh. Safioulaye Bah, entend faire respecter à la lettre la décision du chef de l'Etat relative à l'Etat d'urgence sanitaire et au couvre-feu dans tout le pays.



En tant que père de la nation, le président Alpha Condé ne s'est pas fait prier pour prendre la décision de ramener le couvre-feu de 22 h à 4 heures du matin, au regard de la propagation très inquiétante des variants du covid-19. Le préfet de Labé, Elh. Safioulaye Bah, entend faire respecter à la lettre cette décision du chef de l'Etat. « Nous, en tant qu'autorité, c'est d'appliquer la décision et l'acte pris par le chef de l'Etat. Quiconque ne respecte pas cette mesure sera sanctionné... Nous allons appeler les services de sécurité concernés pour

l'application de cette mesure pour leur donner des instructions, histoire de faire appliquer convenablement la mesure », a-t-il martelé. Mais tous les citoyens de Labé n'entendent pas les choses de cette oreille. « Franchement, on était déjà habitué à sortir, mais comme il élargit ce couvre-feu jusqu'à Labé. Ce n'était pas le bon moment. Nous ici, c'est les vacances, on voulait en profiter pleinement. Cette décision va affecter nous les propriétaires des restaurants et également les propriétaires des boîtes de nuit, bref toutes ces personnes qui ont

des activités la nuit. C'est vraiment très malheureux... Quand on regarde dans les marchés, en dépit des fortes mobilisations, aucune distanciation sociale n'est respectée, le lavage de mains et le port des bavettes, on en parle pas. Ce n'est plus respecté. Les cérémonies, même s'ils disent que pas moins de 50 personnes sont autorisées à prendre part à une cérémonie, mais ils ne peuvent pas aller dans les coins les plus reculés pour vérifier cela. », a confié un citoyen de Labé.

Tidiane Diallo

Le carburant à 11.000 FG

Cellou Dalein Diallo tacle le Gouvernement

Cellou Dalein Diallo a mis à profit l'assemblée générale virtuelle de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) qui s'est tenue le samedi 7 août 2021 pour tacer sévèrement le gouvernement qui vient de procéder à la hausse du prix du carburant à la pompe, au grand dam des pauvres consommateurs.

Comme il fallait s'y attendre, le principal opposant à Alpha Condé n'a pas mis de gant pour tacer le gouvernement qui vient de procéder à la hausse du prix du carburant à la pompe, au grand dam des pauvres consommateurs. Pour Cellou Dalein Diallo, cette hausse du prix des produits pétroliers n'est rien d'autre que la conséquence du financement des élections législatives et la présidentielle de 2020 et l'enrichissement de certains caciques du régime Condé. « Après des démonstrations faites par d'autres et moi, on a démontré que l'Etat ne subventionne pas le carburant mais il y a peut-être des moins-values par rapport aux prévisions. Pour chaque litre d'essence que vous et moi achetons, nous payons 2366

gnf d'impôt sur les 9000 gnf. Ils avaient affirmé que nous vendions le carburant à un prix beaucoup plus faible que les pays limitrophes, ce n'était pas vrai non plus, parce que la Sierra-Leone vend le litre à la pompe à l'équivalent de 8100 et le Liberia à 7900. Donc nous étions beaucoup plus chers. S'il y avait un risque de réexportation vers le Sénégal mais il y a un risque de réimportation alors du côté de la Sierra-Leone et du Liberia... Ils ont voulu résorber les déficits créés par le financement du 3ème mandat qui a coûté énormément cher à nos finances publiques. J'ai eu l'opportunité de vous dire que le budget national d'investissement n'a été exécuté qu'à 5%. Lorsque vous parlez de développement, vous parlez du but de développement. Toutes

les ressources ont été mobilisées pour le financement de la mascarade électorale du 22 mars et du 20 octobre et pour l'achat de conscience. Et également, il y a l'enrichissement de l'élite dirigeante, puisque ceux qui sont chargés de gérer nos régies ou nos entreprises, on ne leur demande pas des comptes sur la gestion des ressources publiques... Chacun d'entre eux faisait preuve de zèle dans la défense du 3ème mandat et l'organisation de la délinquance électorale. Aujourd'hui, les caisses sont vides », a expliqué Cellou Dalein Diallo, le plus farouche et le plus coriace des opposants à l'actuel locataire de Sékhoutouréya.

Kèfina Diakité

Maison centrale de Conakry

Cellou Dalein s'interroge sur le cas d'Etienne Soropogui

Le samedi 7 août, à la faveur de la 12ème assemblée générale virtuelle de son parti, l'UFDG, Cellou Dalein Diallo a bien voulu s'exprimer sur le cas d'Etienne Soropogui (Nos Valeurs Communes), détenu à la maison centrale de Coronthie depuis 9 mois.



Récemment, quatre cadres de l'UFDG ont bénéficié d'une mise en liberté provisoire pour des raisons de santé. Il s'agit de Chérif Bah, d'Ousmane Gaoual Diallo, de Mamadou Cellou Baldé et d'Abdoulaye Bah de Kindia. Mais leur compagnon d'infortune, Etienne Soropogui, lui, reste en prison, bien que malade. Le samedi 7 août, à la faveur de la 12ème assemblée générale virtuelle de son parti, l'UFDG, Cellou Dalein Diallo a bien voulu s'exprimer sur ce troublant cas du président du mouvement "Nos Valeurs Communes". L'ancien Premier ministre de Lansana Conté n'a pas manqué de parler du "deux poids, deux mesures du gouvernement" dans cette affaire. « Je ne comprends pas le deux poids, deux mesures du gouvernement. Si vous prenez le cas d'Etienne Soropogui, il a été arrêté en même temps que Chérif Bah, Ousmane Gaoual, Cellou Baldé

et Abdoulaye Bah pour les mêmes motifs. Et lui, il a été le premier à être malade. Il n'est même pas complètement remis, parce qu'il semble qu'il est à l'infirmerie. Alors, on ne peut pas comprendre pourquoi lui il ne bénéficie pas du même assouplissement que ceux qui ont été arrêtés dans les mêmes conditions que lui. Il souffre aussi des pathologies qui ont été identifiées par les médecins de l'hôpital Ignace Deen et de la Sûreté », déplore Cellou Dalein Diallo, le principal opposant à Alpha Condé. De l'avis de nombreux observateurs, en raison de son état de santé plutôt préoccupant, Etienne Soropogui, le président du mouvement "Nos Valeurs Communes" et ancien commissaire de la CENI, aurait dû bénéficier d'une semi-liberté, comme c'est le cas pour ses anciens codétenus, tous membres de l'UFDG.

Tidiane Diallo

Hausse du prix des produits pétroliers

Le FNDC vent debout contre la décision gouvernementale

La semaine dernière, le Front national pour la défense de la Constitution (FNDC), à travers son communiqué N°177, a cru devoir inviter le peuple de Guinée à s'opposer, à ce qu'il considère comme des augmentations "fantaisistes" et "arrogantes" des prix.

« Suite aux menaces incessantes du dictateur Alpha Condé d'augmenter les taxes sur les produits de consommation pour combler le déficit creusé par le troisième mandat au niveau des finances publiques, le FNDC, en collaboration avec des acteurs crédibles de la société civile, publie une liste non exhaustive de délinquants financiers.

Au lieu de faire payer la facture du 3ème mandat au Peuple de Guinée, le FNDC invite le dictateur à commanditer des audits indépendants contre les prédateurs des deniers publics afin de récupérer les ressources du peuple de Guinée détournées par lui-même et ses cadres véreux qui n'ont soutenu son projet maléfique que dans le but unique de s'enrichir.

Au lieu de surtaxer les produits pétroliers et la télécommunication, augmenter les tarifs douaniers des produits alimentaires ou renchérir le coût des soins de santé dans

les hôpitaux publics, le dictateur Alpha Condé devrait plutôt arrêter lui-même ses détournements massifs des ressources publiques et engager des audits indépendants pour traquer les petits voyous financiers qui l'entourent depuis son arrivée à Sekhoutourea.

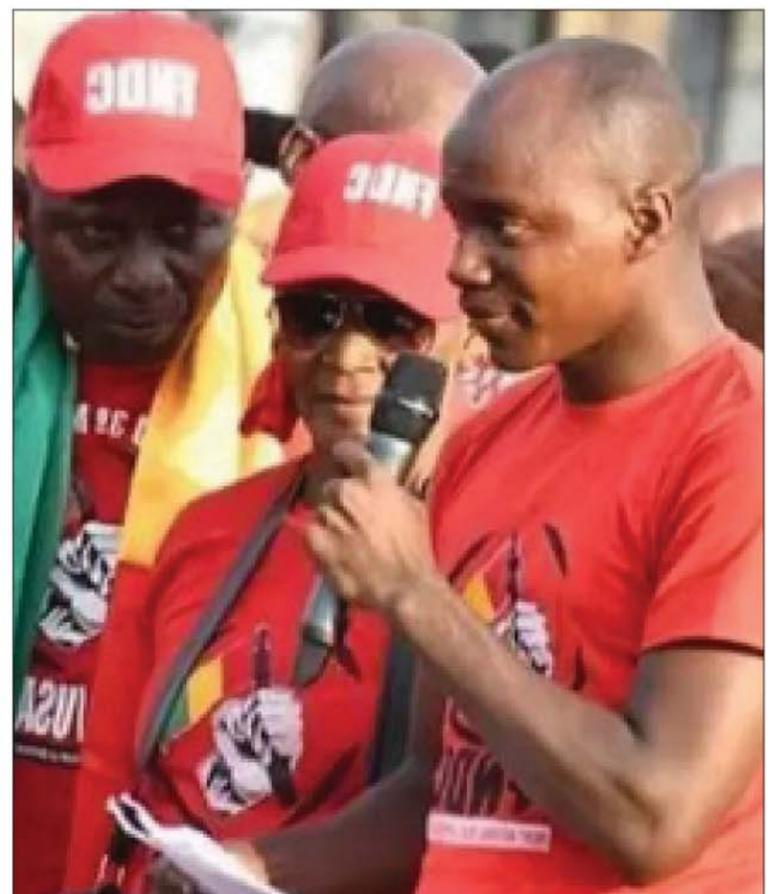
Jamais la corruption n'a été aussi endémique en République de Guinée. Le dictateur et ses complices ont tellement appauvri l'État qu'ils sont actuellement incapables de payer les salaires de certaines catégories socio-professionnelles. Toutefois, étant donné que ces délinquants financiers sont des complices du dictateur Alpha ou des financiers de ses campagnes d'achat de conscience, de violences ou d'intimidations de l'opposition, il est évident que rien ne sera fait du côté du Parquet qui est plutôt préoccupé par la répression des opinions contraires au pouvoir à vie du dictateur Alpha Condé. Le FNDC, par la présente, met à la

disposition de l'opinion nationale et internationale une liste de 10 dossiers de corruption à ciel ouvert relayés par les médias, et pour lesquels les procureurs de Conakry n'ont pris aucune mesure (voir annexe).

Le FNDC invite le peuple de Guinée et les partenaires du pays à exiger du dictateur des éclaircissements sur ces cas de malversations, au lieu de s'acharner contre le contribuable ou d'augmenter le coût de la vie en surtaxant les produits pétroliers. Le FNDC invite le peuple de Guinée à s'opposer aux augmentations fantaisistes et arrogantes des prix en refusant de payer la facture trop salée du troisième mandat maléfique.

Ensemble unis et solidaires, nous vaincrons. », peut-on lire dans le communiqué du FNDC, version Abdourahamane Sano.

Kèfina Diakité



Inondations à Conakry

Le Gouvernement se dit vivement préoccupé

Le vendredi 6 août, le ministre de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation, le général de division Bouréma Condé, a, au nom du gouvernement, fait une déclaration pour interpeller les populations de Conakry sur les causes des inondations qui ont endeuillé des familles ces dernières semaines.

« Chers concitoyens, mesdames et messieurs, les mois de Juin et Juillet de cette année 2021, dans un contexte déjà éprouvant dû à la présence de la pandémie de la Covid-19, sont venus en rajouter aux soucis de nombreux guinéennes et guinéens par l'enregistrement d'inondations porteuses de divers maux : des citoyens emportés par les torrents d'eau et y ayant perdu la vie, des maisons englouties, des biens matériels irrécupérables, etc... Le bilan de ces deux mois est donc lourd et affligeant.

Le Gouvernement, sous les directives de Son Excellence Monsieur le Président de la République, directives relayées par le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, s'est particulièrement retrouvé autour du sujet, abordant les causes proches et lointaines de cette catastrophe qui doit une bonne raison de son acuité aux faits anthropiques.

En effet, de Tombo à Sandervalia en passant par Boulbinet et Coronthie dans Kaloum, à Dixinn Centre 2 dans la Commune de Dixinn, à Carrière centre, Carrière



Cité et Bonfi dans la Commune de Matam, les zones d'inondation, selon le répertoire des services techniques du Gouvernorat de Conakry sont des points noirs dûs au bouchage des caniveaux si ce ne sont tout simplement les passages d'eau obstrués par les ordures dans certains quartiers.

En l'absence de ces facteurs, la Direction Nationale de la Météo, trouve impossibles des inondations à Conakry au mois de Juin 2021 avec une pluviométrie dont le cumul présente plutôt un

déficit, comparé à la moyenne des trente dernières années.

Autant dire que l'esprit de civisme nous interpelle tous dans notre quotidien face aux mesures environnementales et à la salubrité publique.

Au regard des pertes subies, Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat Monsieur le Premier Ministre Chef du Gouvernement, présentent aux familles qui ont enregistré des pertes en vies humaines et des pertes matérielles

leurs condoléances émues et leur compassion.

Les services de l'Etat, en charge de l'Action humanitaire, à travers la Direction Nationale éponyme, ayant au jour le jour procédé à l'enregistrement des sinistres et

des familles impactées se rendront à nouveau dans celles-ci pour parfaire leurs constats.

Enfin, le mois d'août étant réputé pour sa forte pluviométrie, invite est faite aux élus locaux (notamment les maires et les conseils communaux), assistés des cadres techniques de leur collectivité (Environnement, Ministère de la Ville et l'Aménagement du Territoire, Salubrité, Santé) pour un contrôle rigoureux permanent et une prise de sanctions à l'encontre des citoyens auteurs, par manque de civisme, du bouchage des caniveaux et de l'obstruction des passages d'eaux. Notre sécurité environnementale à tous en dépend.

Je vous remercie », a déclaré le ministre Bouréma Condé, au nom du gouvernement Kassory.

Tidiane Diallo

Région administrative de N'zérékoré

Le gouverneur Gharé tient au respect de l'Etat d'urgence sanitaire

Le gouverneur de la Région administrative de N'zérékoré, l'Inspecteur général de police, Mohamed Gharé, a convoqué le vendredi 6 août, une réunion autour des mesures édictées et des dispositions prises dans le cadre de la lutte contre le covid-19.

La lutte contre le covid-19 redevient la priorité des priorités pour les autorités guinéennes. L'Etat d'urgence sanitaire vient d'être reconduit pour trois mois par le président de la république, le professeur Alpha Condé. Le couvre-feu est ramené de 22h à 4h du matin. Le vendredi 6 août, le gouverneur de la Région administrative de N'zérékoré, l'Inspecteur général de police, Mohamed Gharé, a convoqué une réunion autour des mesures édictées et des dispositions prises dans le cadre de cette lutte dont l'importance n'est plus à démontrer. Il s'agit entre autres du port obligatoire des bavettes, de

l'interdiction des regroupements dépassant 50 personnes et de la distanciation sociale. « Des mesures ont été prises par rapport à ça. Aujourd'hui, on a fait une réunion dans ce sens. Et je dois faire venir tous les préfets. Et déjà les instructions sont données et même moi-même j'ai dit que plus jamais au niveau de la presse, qu'on fasse passer les communiqués invitant les gens à des rassemblements de réjouissances. Et dans ça, la presse doit s'inscrire en première ligne pour conseiller les gens. Donc la sensibilisation est en train d'être faite et il est demandé à tout le monde de respecter les mesures de sécurité sanitaire, à commencer

par la distanciation, le lavage des mains et le port obligatoire des bavettes », a déclaré le gouverneur de la région administrative de N'zérékoré. Abordant le sujet relatif à la fermeture des lieux de loisirs, Mohamed Gharé indiquera ceci : « par rapport à ça, j'ai donné des instructions aujourd'hui. Et des services de sécurité sont impliqués pour le respect strict de ces mesures pour le bien-être de la population. Un décret du président de la République a caractère de lois, il est à respecter. Quiconque viole ces instructions, se verra exposé à la rigueur de la loi ».

Kèfina Diakité

Matam

Pourquoi le secrétaire fédéral de l'UFDG a été arrêté...

Sorya Bangoura est le secrétaire fédéral de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) dans la commune de Matam. Dans la nuit du vendredi 6 août, il s'est fait arrêter à son domicile par les forces de défense et de sécurité et conduit au commissariat central de Matam, pour, dit-on, non respect de l'Etat d'urgence sanitaire.

Dans le cadre de la lutte contre la pandémie de covid-19 qui nous colle à la peau, le président de la République, Pr Alpha Condé, ne cesse de reconduire l'Etat d'urgence sanitaire sur toute l'étendue du territoire national. Le couvre-feu a ainsi été ramené de 22 heures à 4 heures. Et justement, c'est pour n'avoir pas respecté, dit-on, ces mesures que Sorya Bangoura, le secrétaire fédéral de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée (UFDG) dans la commune de Matam, se serait fait arrêter dans la nuit du vendredi 6 août à Matam par les forces de défense et de sécurité et conduit au commissariat central de Matam. Une arrestation qui a aussitôt fait réagir le coordinateur par intérim de la cellule de communication de l'UFDG, Joachim Baba Millimono. « La mesure d'interdiction liée à la COVID-19 concerne les bars et les boîtes de nuit. Les hôtels et les motels ne sont pas concernés.

Maintenant, les gens viennent louer pour des courts séjours à son domicile, mais ce n'est pas une boîte de nuit. C'est là-bas qu'on est venu l'arrêter, que c'est bondé. Ceux qui sont venus l'arrêter ont dit qu'il y a une boîte de nuit, mais il n'y a pas une boîte de nuit chez moi. Vérifiez. Jusqu'à preuve du contraire, ils refusent de venir vérifier chez lui. On le maintient là-bas. Mais c'est un alibi. Soria Bangoura, c'est le fédéral de l'UFDG de Matam et puis avec l'annonce des manifestations que nous avons faites là, on sait que le pouvoir craint gros. C'est ça...Il y avait même un des ses clients qui était arrêté. Il s'est battu pour que celui-ci soit relâché et maintenant lui il a été maintenu là-bas. Et pourquoi on le maintient. On ne le dit pas puisqu'il n'a pas de boîte de nuit, ni de maquis encore moins de restaurant chez lui. », a-t-il expliqué.

Tidiane Diallo

Dialogue politique en Guinée

Le chargé d'Affaires par intérim de l'ambassade des Etats-Unis réitère la position de son pays

Steven Koutsis est le chargé d'Affaires par intérim de l'ambassade des Etats-Unis à Conakry. La semaine dernière, au cours d'une interview accordée à la radio FIM FM, le diplomate a réitéré la position de son pays par rapport au dialogue politique en Guinée.



Dans un souci d'apaisement de la situation sociopolitique en Guinée, le président Alpha Condé, il y a quelques mois, a mis en place un cadre permanent du dialogue politique et social. Il nommera par la suite l'actuel président du PUP, Elhadj Fodé Bangoura, au poste de secrétaire permanent dudit cadre

de dialogue politique et social. Une nomination qui, comme il fait s'y attendre, a été diversement appréciée par les acteurs politiques et ceux de la société civile. Steven Koutsis est le chargé d'Affaires par intérim de l'ambassade des Etats-Unis à Conakry. La semaine dernière, au cours d'une interview accordée à la radio FIM FM, le diplomate a réitéré la position de son pays par rapport à ce dialogue que tous les Guinéens et la communauté internationale appellent de tous leurs vœux. Il rappellera à cette occasion que les Etats-Unis sont favorables à un dialogue franc et sincère entre les acteurs politiques, tout en faisant remarquer qu'il revient au gouvernement de rassurer toutes les parties concernées par le dialogue. « Nous sommes pour

une discussion entre les différents partis politiques, les différentes instances pour essayer de trouver un rassemblement. Même s'il y a toujours une opposition, il doit y avoir une manière de remettre le pays dans sa voie de démocratisation. Mais pour un dialogue réussi, il faut que les deux côtés aient l'espoir d'un résultat positif. Donc je crois que c'est au gouvernement de créer la confiance autour du dialogue pour montrer que le dialogue est sérieux et il y aura un résultat qui bénéficiera à tout le monde en Guinée », a fait savoir Steven Koutsis, le chargé d'Affaires par intérim de l'ambassade des Etats-Unis à Conakry.

Kèfina Diakité

Universités publiques de Guinée

Le non-paiement des bourses d'entretien des étudiants fait grincer des dents

Dans l'émission "Mirador" de FIM FM du vendredi 6 août 2021, le collectif des étudiants des universités publiques de Guinée a exigé le paiement de 3 mois d'arriérés de leurs bourses d'entretien. Faute de quoi, ils se verraient dans l'obligation de déclencher un mouvement de grève, de Gamal à N'zérékoré.

Les années académiques semblent se suivre et se ressembler étrangement pour les étudiants des universités publiques de Guinée, qui perçoivent comme bourses d'entretien 285.000 FG (pour la L1), 300.000 FG (pour la L2) et 315.000 FG (pour la L3). Des bourses qui, depuis 3 mois, ne leur sont pas payées. Dans l'émission "Mirador" de FIM FM du vendredi 6 août 2021, le collectif des étudiants des universités publiques de Guinée a exigé le paiement de 3 mois d'arriérés de leurs bourses d'entretien. Faute de quoi, ils se verraient dans l'obligation de déclencher un mouvement de grève, de Gamal à N'zérékoré. «Depuis 3 mois maintenant, les étudiants s'impatientent, ils sont déjà en vacances et pourquoi ne pas les payer en les libérant pour qu'ils rentrent chez eux ? Il y en a qui ont fini les études, ils ont leur diplôme mais ils ne



peuvent pas rentrer, parce qu'ils attendent ces bourses d'entretien là. Il n'y a aucune information autour de ça, c'est comme si les étudiants sont oubliés, donc c'est par rapport à ça que les étudiants ont décidé de se faire entendre.»,

a indiqué Alpha Oumar Tourkoun Diallo, président du Collectif des étudiants des universités publiques de Guinée. «L'argent ne doit venir des universités, ça doit venir forcément du ministère, qui, à son tour, dit que ça vient du ministère

du Budget. C'est bloqué au niveau des ministères du Budget et de Finances. Et nous n'avons d'interlocuteur que le ministère de l'Enseignement supérieur. Si rien n'est fait, nous accusons le MESRS sur cette lenteur là... Nous

pensons que c'est un droit de nous payer, il ne faut pas à chaque fois venir au ministère pour dire payer les étudiants, ça devrait venir de leur planning.», a-t-il ajouté. Attendons de voir.

Tidiane Diallo

Covid-19

L'OMS appelle à un moratoire sur les rappels de vaccins

Alors qu'Israël a commencé à vacciner sa population d'une dose de rappel de vaccin contre le Covid pour faire face au variant Delta, l'OMS appelle à un moratoire jusqu'à fin septembre.



L'institution estime qu'il est urgent de réserver ces doses aux pays dont la couverture vaccinale est quasiment inexistante. Tous les pays ne sont pas égaux face à la vaccination. Pour l'heure, 80% des doses de vaccins contre le Covid

sont allés à des pays à revenu élevé ou moyen : quand en Europe, plus de la moitié de la population est entièrement immunisée, au Burundi, par exemple, pas une seule dose n'a été administrée. C'est pourquoi lorsque les pays les

plus riches et les plus avancés en terme de vaccination envisagent des campagnes pour l'injection d'une troisième dose – comme c'est déjà le cas d'Israël et bientôt de l'Allemagne – cela fait bondir le patron de l'OMS. Et c'est justement parce qu'il est urgent d'inverser la tendance ou du moins de l'égaliser, qu'il appelle à un moratoire sur les doses de rappel jusqu'à la fin du mois de septembre minimum. Trouvant plus urgent de mettre ces doses à la disposition des pays avec une faible couverture vaccinale.

Ces doses pourraient soulager l'Afrique dans son ensemble. Le Sénégal par exemple, dont seulement 2% de la population est entièrement vaccinée (d'après Our World in Data). Dans un pays durement touché par une troisième vague, soumettant les services de réanimations à une forte pression, l'engouement de la population pour aller se faire vacciner existe

bel et bien. Ce qui manque c'est l'offre de vaccins. Or, le Sénégal souhaiterait atteindre l'objectif de 90% de vaccinés avant la fin de l'année, selon Ousseynou Badiane, coordinateur du programme élargi de vaccination.

Au lieu de se payer le luxe d'une troisième dose de vaccin, je pense qu'on devrait penser plus à l'Afrique [...] D'autant que même si les pays du Nord se protègent, si le reste du globe n'est pas protégé, ils ne seront jamais à l'abri. Cela va favoriser les mutations du virus [...] Vu que tout le monde est à risque avec ce variant Delta, l'objectif est de couvrir au moins 90% des sujets de plus de 18 ans, et là on est à moins de 10%...

Washington rejette l'appel de l'OMS

Malgré la mise en place du dispositif Covax, un programme international de lutte contre l'inégalité vaccinale, rares sont les pays riches ainsi que les groupes

pharmaceutiques à fournir en doses ceux qui en ont le plus besoin. C'est pourquoi l'OMS rappelle qu'il serait urgent de s'entraider pour ralentir l'épidémie à l'échelle planétaire. Une recommandation qui risque de ne pas être appliquée au regard de l'attitude adoptée depuis 18 mois.

La Maison Blanche a rejeté l'appel de l'OMS estimant que les États-Unis n'avaient « pas besoin » de choisir entre administrer des troisièmes doses à leurs citoyens ou en faire don à des pays pauvres. « C'est une fausse alternative », a souligné le porte-parole de la Maison Blanche. « Nous pensons que nous pouvons faire les deux » et « nous n'avons pas besoin de choisir » entre administrer des rappels aux Américains, ce qui n'est d'ailleurs pas encore officiellement prévu, ou aider les pays pauvres.

RFI

Jeux olympiques

Le bilan des pays africains à Tokyo 2021

Le Kenya est la nation africaine la mieux classée (19e) aux Jeux olympiques de Tokyo 2021, avec 10 médailles dont 4 en or. De manière plus globale, avec 37 médailles dont 11 en or, l'Afrique fait un peu mieux qu'à Rio, portée notamment par la belle quinzaine de l'Egypte.

Au classement des médailles, ce sont celles en or qui priment pour départager les nations. A ce niveau-là, si l'on rassemble les résultats africains à ces Jeux olympiques, les athlètes ont fait mieux qu'aux JO 2016. De Rio, ils étaient repartis avec 45 médailles certes, mais 10 en or, contre 11 dorées à Tokyo.

Principal bémol au Japon donc : avec un total de 37 podiums, il y en a eu moins qu'il y a 5 ans.

Le taekwondo reste le sport du numéro 2

Comme d'habitude, c'est essentiellement en athlétisme – 23 médailles sur 37 – que l'Afrique a été la plus forte. Et comme à Rio, le taekwondo a été le sport numéro 2 (4 podiums), malgré les contre-performances de certains favoris (l'Ivoirien Cheick Cissé, le Nigérien Abdoul Razak Issoufou

Alfaga, etc.).

Les nouvelles disciplines aux Jeux ont par ailleurs plutôt bien réussi aux athlètes africain(e)s avec l'argent en surf pour la Sud-Africaine Bianca Buitendag et des breloques pour les Egyptiennes Feryal Abdelaziz (or) et Giana Lotfy (bronze) en karaté.

Une Egypte surprenante

L'Egypte, de manière générale, a réussi ses Jeux olympiques, avec 6 médailles dont 1 en or. Soit son meilleur bilan depuis 1948 (5 médailles dont 2 en or). Surtout les Egyptien(ne)s ont brillé dans quatre disciplines différentes, dont le pentathlon moderne.

L'autre bonne nouvelle, c'est le nombre de pays africains distingués durant ces JO : 13. Le record de Pékin 2008, les meilleurs JO de l'histoire pour l'Afrique, est égalé à ce niveau-là. Même



si aucun pays d'Afrique centrale ne s'est distingué au Japon, le continent reste moins dépendant des performances des athlètes d'Afrique de l'Est.

L'Afrique à Tokyo 2021 : le classement des pays africains médaillés

19. Kenya : 10 médailles dont 4

en or

36. Ouganda : 4 médailles dont 2 en or

52. Afrique du Sud : 3 médailles dont 1 en or

54. Egypte : 6 dont 1 en or

56. Ethiopie : 4 dont en 1 or

58. Tunisie : 2 dont 1 en or

63. Maroc : 1 en or

74. Nigeria : 2

77. Namibie : 1

86. Botswana : 1

- Burkina Faso : 1

- Côte d'Ivoire : 1

- Ghana : 1

Source : RFI

Côte d'Ivoire

Libération de 78 détenus arrêtés lors de la crise électorale de 2020

L'apaisement politique se poursuit en Côte d'Ivoire, où le président Alassane Ouattara a annoncé, vendredi 6 août, la remise en liberté de 78 personnes détenues depuis 2020 pour leur opposition à son troisième mandat.

Le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé vendredi la remise en liberté de 78 personnes détenues depuis 2020 pour leur opposition à son troisième mandat, nouveau signe de l'apaisement politique perceptible depuis plusieurs mois en Côte d'Ivoire. Dans un discours prononcé à la veille de la fête de l'indépendance, le chef de l'État a annoncé "la mise sous contrôle judiciaire ou en liberté provisoire (...) de 69 inculpés détenus suite aux événements survenus à l'occasion de l'élection présidentielle d'octobre 2020".

Il a ajouté avoir accordé "la grâce à neuf personnes condamnées pour des infractions commises à l'occasion de ces mêmes événements". "L'examen de la situation d'autres personnes encore détenues se poursuit", a-t-il affirmé.

Alassane Ouattara a été réélu en octobre 2020 pour un troisième mandat controversé lors d'une présidentielle boycottée par l'opposition qui jugeait ce mandat inconstitutionnel, ce qui avait provoqué une crise ayant fait une centaine de morts et un demi-millier de blessés entre août et novembre 2020.



La tension est depuis retombée et les élections législatives de mars se sont déroulées dans le calme, avec la participation des grands partis d'opposition qui en ont accepté les résultats donnant la majorité au parti présidentiel. Une exception dans un pays à l'histoire récente marquée par les violences politiques.

"Je me réjouis donc que l'opposition ait pris part aux élections législatives", a d'ailleurs noté le chef de l'État. "Nous avons aujourd'hui une Assemblée nationale plurielle, pour la première fois depuis deux décennies, comprenant tous les partis politiques significatifs de notre pays".

La libération des prisonniers avait été réclamée par les leaders de l'opposition, Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié, tous deux anciens présidents.

Laurent Gbagbo, rentré en Côte d'Ivoire le 17 juin après avoir été définitivement acquitté de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI) fin mars et grâce au feu vert du président, avait abordé la question lors de sa rencontre le 27 juillet avec Alassane Ouattara.

Lors de cette première rencontre depuis la crise post-électorale de 2010-2011 qui avait fait 3 000 morts, il avait transmis au chef de l'État une liste de 110 détenus qualifiés de "politiques".

"Se parler, se réconcilier"

Dans cette liste figuraient des personnes arrêtées après la crise de 2010-2011, mais aussi des personnes interpellées en 2020 à l'occasion de la présidentielle et en marge du retour en juin de Laurent Gbagbo.

La crise de 2010-2011 était née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite à la présidentielle face à Alassane Ouattara.

Henri Konan Bédié a quant à lui adressé une lettre au président Ouattara à la veille de son discours pour lui demander la libération de tous les prisonniers.

"L'évolution de la situation socio-politique de notre pays montre que

le moment est venu de se parler et de se réconcilier. La célébration de la fête de l'indépendance le 7 août prochain, offre le cadre idéal pour se surpasser dans le sens du pardon", a-t-il écrit, ajoutant: "c'est pourquoi je vous demande de prendre (...) le leadership du processus de réconciliation, par la libération générale des prisonniers des crises sociales que nous avons subies".

Le chef de l'État a réaffirmé son "attachement au dialogue constructif, qui permet d'apaiser davantage notre pays et d'aller de l'avant, pour son développement". "Ce dialogue, je l'ai poursuivi moi-même avec mon aîné, le président Henri Konan Bédié, le 11 novembre 2020, et plus récemment, avec mon jeune frère, le Président Laurent Gbagbo", a-t-il dit.

"Rien ne doit entraver la marche de la Côte d'Ivoire vers son développement, et le bien-être de chacun", a-t-il ajouté, et "c'est pourquoi je me réjouis de toutes les initiatives visant à l'apaisement. Je ne ménagerai aucun effort pour cela, dans le respect de la loi et des Institutions".

AFP

Mali

La situation des droits de l'homme se dégrade, selon Alioune Tine

Alioune Tine, l'expert indépendant sur la situation des droits de l'Homme au Mali vient d'achever sa sixième visite officielle dans le pays qui s'est déroulée entre le 25 juillet et le 5 août. Vendredi 6 août, il s'est dit fortement préoccupé par les défaillances remettant en cause la protection des populations. Il exhorte l'État malien à mettre fin à l'impunité. Son rapport de situation sera présenté en mars 2022 au Conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

D'humeur joviale et vêtu d'un boubou blanc, c'est accompagné du directeur de la section droits de l'homme de la Minusma, la Mission onusienne au Mali qu'Alioune Tine doit faire le point de ses 11 jours de visite dans le pays. En quelques secondes, son regard s'assombrit et c'est l'air grave qu'il entame la lecture de sa note de synthèse : « Nous sommes en face d'un état affaibli et impuissant qui assume difficilement de protection des populations civiles face aux groupes armés qui essaient dans tout le pays. »

« Il faut un sursaut national »

Selon ses mots, les nombreuses violations des droits humains mettent en péril la survie de l'État. Sur les trois derniers mois au moins 43 exécutions extrajudiciaires perpétrés par les forces de sécurité ont été recensées. Celles commises par les groupes armés et les milices communautaires sont au nombre de 258 en six mois. Pire encore sont les chiffres des enlèvements : 435 ont été documentés de janvier à juin soit 5 fois plus que sur toute l'année 2019.

Le sort réservé à l'ancien président Bah N'Daw et son premier ministre Moctar Ouane considéré comme des détentions

illégales ont également évoqué : « Cela doit absolument changer. Il faut un sursaut national et une volonté inébranlable des autorités maliennes avec le soutien actif de leurs partenaires pour restaurer l'autorité de l'État et assurer la protection des populations civiles. »

En réponse, les autorités se sont engagées à prendre des mesures, pour combler à ces manquements. Avec pour principal remède, l'exécution du nouveau plan d'action gouvernementale voté lundi dernier.

RFI



Football

En larmes, Messi dit adieu au Barça...

En larmes, la star argentine Lionel Messi a fait dimanche ses adieux au FC Barcelone, où il a passé plus de 20 ans, et reconnu que s'engager au PSG était une "possibilité" même si rien n'était signé.



Convoquée trois jours après l'annonce de son départ du Barça, cette première prise de parole de l'attaquant argentin au Camp Nou, le stade où il a bâti sa légende, était très attendue sur la planète football.

Vêtu d'un costume sombre, la "Pulga" (la Puce en espagnol), a fondu en larmes avant même de pouvoir prononcer un mot, devant de nombreux joueurs, de l'effectif actuel comme Jordi Alba, Gerard Piqué, Antoine Griezmann ou Ansu Fati, mais aussi passé comme Xavi ou Carles Puyol.

"C'est très difficile pour moi, après ces si nombreuses années, après toute une vie passée ici", a dit le sextuple Ballon d'or, pour qui l'impossibilité de prolonger au Barça en raison des finances du club a été une "douche froide".

"Je n'avais jamais imaginé mes adieux car la vérité est que je n'y pensais pas. J'aurais aimé faire mes adieux d'une autre manière (...) avec du monde, sur le terrain", a-t-il ajouté.

Mais désormais, la seule question qui compte est de savoir où "Leo" va poursuivre sa gigantesque carrière.

– Le PSG "une possibilité" –
Tous les chemins semblent mener au Parc des Princes pour Messi, arrivé à 13 ans à Barcelone où il est devenu l'un des meilleurs joueurs de l'histoire.

"C'est une possibilité" mais "je n'ai rien signé avec personne", a déclaré le joueur, en reconnaissant avoir reçu "de nombreux appels" de clubs intéressés.

Le journal L'Equipe évoque dimanche une arrivée à Paris de

l'Argentin dans la soirée et parle d'un "contrat record" de trois années, "assorties d'un salaire net annuel de 40 millions d'euros".

Messi pourrait signer pour deux saisons, plus une en option. Mettre la main sur Messi serait un énorme coup pour le PSG, propriété des Qataris qui n'ont pour l'instant pas réussi à emmener le club parisien au sommet de la Ligue des Champions malgré toutes les superstars achetées depuis leur arrivée.

Mais aussi pour la Ligue 1 dans un contexte de crise économique et de conflit sur le montant des droits TV.

Dans le vestiaire parisien, Messi arriverait, lui, en terrain connu, aux côtés de son ancien compère barcelonais Neymar, qu'il a récemment vu lors de leurs vacances

à Ibiza et qui n'a jamais caché son désir de rejouer avec "Leo", ou de son compatriote Angel Di Maria avec qui il vient de remporter la Copa America.

Il connaît bien aussi l'entraîneur Mauricio Pochettino, Argentin comme lui.

– Messi a fait "tout son possible" –

Pour le Barça avec qui il a remporté 35 trophées, dont quatre Ligues des champions, et par extension pour le championnat espagnol, le départ de l'Argentin est un coup très dur.

Redevenu président du Barça en promettant qu'il conserverait la "Pulga" (la Puce), Joan Laporta a expliqué vendredi ne pas avoir pu prolonger sa star en raison de la situation financière désastreuse du club et des règles de plafond salarial de la Liga

alors qu'un accord avait été pourtant trouvé.

"Nous n'avons pas voulu mettre plus en péril l'institution", a déclaré Laporta en assurant avoir "fait ce qui était le mieux pour les intérêts" du club qui doit accuser une perte abyssale de 487 millions d'euros au titre de la saison dernière.

Messi a de son côté assuré avoir "fait tout ce qui était possible" sur le plan financier pour que son contrat puisse être prolongé, en acceptant "une baisse de 50%" et a assuré que le club ne lui avait "pas demandé plus". "L'an dernier, je ne voulais pas rester, et je l'avais assumé aussi", a rappelé l'astre argentin qui, en août 2020, avait signifié son envie de quitter le club en lui envoyant un courrier resté célèbre car il avait mené à la démission de l'ex-président Josep Maria Bartomeu quelques mois plus tard.

A Barcelone, la vie sans Messi va être dure à imaginer pour les centaines de supporters, rassemblés devant le Camp Nou. "J'ai grandi avec Messi et désormais je ne sais pas ce qu'est le Barça sans lui", a confié à l'AFP Eric Nava, 18 ans, qui voulait être là "pour dire au revoir".

AFP